Communiqué de la CGT

Le Service public : Un enjeu de société

Ça ne peut plus durer !

Depuis des années l'Etat se désengage de ses missions fondamentales et contraint dans son sillage les autres collectivités publiques à faire de même.

Le résultat est là : des services hospitaliers aux écoles, en passant par pôle emploi ou encore les tribunaux, partout la litanie est la même : files d'attente, services surchargés, décisions renvoyées aux calendes grecques, usagers exaspérés et parfois même désespérés, personnels au bord de la rupture !

Les politiques de démantèlement des services publics au travers notamment de la Révision Générale des Politiques Publiques, rendent difficiles voire dangereuses les conditions de travail et de vie de chaque salarié, de leur famille. L'épisode des intempéries l'a démontré, mais les exemples peuvent être multipliés. On ne supprime pas impunément des lits dans les hôpitaux, des postes d'enseignants, ou des salles d'audience. Derrière les chiffres, il y a des patients en attente de soins, des élèves en incapacité d'étudier correctement dans des classes surchargées ou des citoyens attendant des mois voir des années que justice leur soit rendue !

Une société évoluée se reconnait aussi à sa manière de prendre en charge les personnes les plus fragilisées. Est-ce encore le cas aujourd'hui en France quand les plus fragiles, handicapés, jeunes enfants, personnes âgées, se voient dénier les droits les plus élémentaires ?

Les coupes sombres dans les budgets, les réformes tous azimut, ont pour effet de fragiliser encore plus le tissu social. Au nom de l'orthodoxie comptable, on supprime missions et service sans évaluer les conséquences pour les salariés et le coût social pour les usagers ; la suppression des exonérations des particuliers employeurs, par exemple, va constituer un véritable plan social pour les salarié-es de ces secteurs, majoritairement des femmes. Elle va aussi contraindre de nombreuses personnes à renoncer à tous soins ou accompagnements. Faire preuve de responsabilité, avoir une vision politique c'est mesurer les conséquences de ses décisions et imaginer immédiatement d'autres systèmes pour qu'il n'y ait pas de rupture.

Cette situation n'est pas digne d'un pays développé ! Comment peut-on croire un seul instant que le développement peut se faire si les citoyens, salariés ou non, vivent dans l'insécurité sociale ?

Au-delà des conséquences sociales, cette conception étriquée de l'intervention publique est aussi un non sens économique :

- D'abord parce que, n'en déplaise aux tenants de la pensée unique, les services publics font partie de l'économie qui ne se résume pas aux grands groupes ! De très nombreux autres acteurs interviennent, souvent de façon déterminante en territoire, c'est le cas des associations et de l'économie sociale et solidaire. Toutes deux sont menacées de ne plus pouvoir fonctionner faute de moyens financiers suffisants (particulièrement en raison de la réforme des collectivités territoriales et de ses conséquences financières) ;

- Ensuite, parce que le lien entre économie et Service Public, maintes fois démontré, exige une vision politique d'ensemble, indispensable à un développement pérenne. En lieu et place les maîtres mots de l'action gouvernementale sont court-termisme et improvisation !

Il faut stopper cette spirale infernale !

C'est parce que nous militons pour un progrès social profitable à toutes et tous, que les services publics font partie de nos revendications majeures. Le Service Public n'est ni un concept, ni l'héritage d'un passé … dépassé ! Il est le mode d'organisation que les sociétés ont choisi depuis toujours pour s'organiser collectivement, dans la recherche du bien être, de l'intérêt de tous ; bref, pour assurer la cohésion sociale.

Garantir le Vivre ensemble, l'égal accès de tous aux services publics, les droits de tous, c'est cela être une société développée ! C'est souhaitable mais c'est surtout possible ! Il suffit pour cela que l'action publique et ses financements tournent définitivement le dos à ses orientations actuelles ! L'intervention publique doit servir à répondre aux besoins sociaux et au développement humain durable et non servir les intérêts d'une minorité !

Solennellement, nous appelons à une campagne de promotion et d'amélioration du Service Public, vecteur essentiel du développement humain durable.

Montreuil, le 7 janvier 2010